

Colloque n°9

Vers une approche qualité dans la prise
en charge des jeunes en décrochage :
prévention, intervention et suivi post-
intervention

Liste des participants

	Comité scientifique Nom et prénom	Établissement	Pays
1	Gilles, Jean-Luc	Université de Liège	Belgique
2	Plunus, Ghislain	Université de Liège	Belgique
3	Blaya, Catherine	Université de Bordeaux	France

	Auteurs – Nom et prénom	Établissement	Pays
1	Polson, Delphine	Université de Liège	Belgique
2	Radermaecker, Geoffray	Université de Liège	Belgique
3	Gauquelin, Michel	Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec	Canada
4	Potvin, Pierre	Université du Québec à Trois Rivières	Canada
5	Vanhulst, Guillaume	Université de Fribourg	Suisse
6	Rey, Francine	Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport, Fribourg	Suisse

Vers une approche qualité dans la prise en charge des jeunes en décrochage : prévention, intervention et suivi post-intervention

GILLES Jean-Luc

Université de Liège, Belgique

*Unité de didactique générale et intervention éducative (DGIE) Boulevard du Rectorat, 5 (Bât. B32) 4000 Liège, Belgique. Téléphone +32 (0) 477 647 125, télécopie +32 (0) 4 366 27 00
jl.gilles@ulg.ac.be*

Dans le contexte du suivi de sites d'accrochage scolaire en Communauté française de Belgique, l'unité de didactique générale et intervention éducative (DGIE) de l'Université de Liège utilise différents modèles d'analyse de l'action didactique. Il s'agit notamment de l'approche qualité inspirée des recommandations de la norme internationale mondialement connue ISO 9004-2 (Gestion de la qualité et éléments de système qualité – Lignes directrices pour les services) qui mettent en évidence les facteurs-clés d'un système qualité (Gilles, Bosmans, Mainferme, Plunus, Radermaecker, et Voos, 2006).

Dans notre contexte, au centre de cette approche qualité, en premier facteur clé, nous avons placé les besoins des acteurs de l'accrochage scolaire (apprenants, enseignants, parents, intervenants divers, ...). Schématiquement, au sommet, le deuxième facteur clé concerne les pratiques éducatives dont l'efficacité a pu être validée. A la base, deux autres facteurs-clés soutiennent les pratiques qui rencontrent les besoins : d'une part, les modèles théoriques qui donnent de la cohérence aux actions éducatives, et d'autre part, les ressources nécessaires à l'effectuation. Selon nous, des actions socio-éducatives de qualité devraient prendre en compte simultanément ces quatre facteurs clés.

Cette approche peut être considérée comme un paradigme au sens de Kuhn (1983) : « *un ensemble de croyances, de valeurs reconnues et de techniques qui sont communes aux membres d'un groupe donné* ». Pour un groupe de praticiens et de chercheurs engagés dans des dispositifs d'accrochage scolaire, l'approche qualité en tant que paradigme présente un des avantages décrits par Raynal et Rieunier (1997) : « *Le paradigme sert de point de ralliement à une communauté de chercheurs. En partageant l'information en son sein, cette communauté renforce sa cohésion intellectuelle et sociale...* ». L'approche qualité constitue

en quelque sorte une école de pensée qui fonde nos démarches de recherche étant donné sa fécondité scientifique et son potentiel dans une perspective d'aide aux intervenants enserrés dans des situations complexes.

Par ailleurs les actions socio-éducatives mises en place en vue d'accrocher les jeunes à leur parcours scolaire peuvent se répertorier dans trois catégories temporelles : les actions concernant la prévention et la détection du décrochage scolaire, les interventions liées à la prise en charge des jeunes décrocheurs et le suivi post-intervention.

Notre ambition dans le cadre de ce colloque est de réunir et confronter les expériences de praticiens et de chercheurs provenant de différents pays traitant actuellement la problématique du décrochage scolaire. Le but est d'aider les acteurs à tirer profit des expériences des uns et des autres en structurant les échanges à l'aide des trois catégories temporelles et des quatre facteurs clés de l'approche qualité.

A travers cette démarche notre espoir est d'une part de faire un inventaire structuré de l'existant en termes : de besoins couverts; de modèles théoriques utilisés; de ressources mobilisées et de pratiques validées. D'autre part, de dégager les complémentarités des approches et d'identifier les lignes de recherches qui restent à investiguer.

Au final, notre souhait à partir de ce colloque est de mettre en place les bases d'une communauté de praticiens, de chercheurs et d'acteurs engagés dans la problématique du traitement du décrochage et par delà de l'échec scolaire. Immanquablement, se trouveront là des réponses à la question : « *De quelles conceptions de la justice sociale, de l'équité sociale, de la réussite, l'éducation doit-elle débattre ?* », et ce, dans un contexte de mondialisation.

Risque de décrochage scolaire : qui sont ces élèves qui sont en difficulté ?

Blaya Catherine

Observatoire Européen de la Violence Scolaire, France

Université Bordeaux 2, 3 ter Place de la Victoire 33800 – Bordeaux, France.

Téléphone +33 (0)5 57 57 19 58

cblaya@aol.com

En France, environ 60 000 jeunes sortent du système scolaire sans qualification, soit 8% des jeunes qui sont en décrochage. Outre le problème de décrochage, le comportement de certains

d'entre eux, représente un problème pour la communauté scolaire et est perçu comme une menace pour la sécurité et le bien-être de ses membres. Tandis que la recherche montre que le décrochage scolaire est un problème polymorphe et qu'il n'y a pas un profil unique d'enfant en décrochage (Janosz & Le Blanc, 1996; Farrington, 1998 ; Laurier et al., 2003 ; Lessard et al., 2004), l'institution scolaire tend à aborder le phénomène par la gestion de la difficulté d'apprentissage (faibles résultats scolaires) et les problèmes de comportement (délinquance). Les recherches précédemment menées sur le décrochage (Millet & Thin, 2005, Fortin, Royer, Marcotte, Potvin, Yergeau, 2004) montrent qu'il s'agit d'un processus multi-dimensionnel alors qu'en France, la prise en charge institutionnelle a tendance à apporter une réponse unique à des processus différents. Jusqu'alors aucune étude quantitative n'avait tenté définir de façon plus précise l'impact des différentes variables identifiées comme étant à l'origine du décrochage.

Cette présentation explore quelles sont les caractéristiques des jeunes à risque de décrochage en France. Elle interroge les processus en oeuvre ainsi que le lien entre les facteurs personnels (anxiété, dépression, difficultés de concentration, agressivité, délinquance - (CBCL, Achenbach, 1991 & IDB, Beck, 1978), familiaux (la résolution de problèmes; la communication; les relations et l'investissement affectifs, et la supervision parentale - Family Assessment Device : Epstein, Baldwin et Bishop, 1983) et scolaires (climat scolaire - ICS : Debarbieux, 1996 ; climat de classe - Moos et Trickett, 1987 ; Attitudes envers l'école - BASC, Reynolds et Kamphaus, 1992) et le risque de décrochage scolaire mesuré à l'aide du DEMS (Potvin, P., Côté-Doré, Fortin, Royer, Marcotte, Leclerc, 2003). Les résultats présentés sont issus d'un travail de recherche d'une enquête sur l'identification des sous-groupes de décrocheurs en France et au Québec (Fortin, L., Blaya, C.). En 2005-2006, nous avons interrogé 804 élèves, puis 900 élèves de collège de 12 à 16 ans dans un échantillon aléatoire de 24 établissements scolaires au niveau national. Les participants ont été sélectionnés au hasard sur la base de 2/3 classes par niveau pour les 5èmes, 4èmes, 3èmes. Cette présentation présente les résultats obtenus auprès des élèves âgés de 14 à 16 ans (N=700) scolarisés dans l'enseignement secondaire inférieur et interrogés dans leur établissement scolaire par les soins de notre équipe de recherche. Les résultats montrent que bien que les écoles se focalisent sur le recensement des absentéistes et sur les élèves présentant des troubles du comportement externalisés, de nombreux jeunes en décrochage sont "invisibles" et par conséquent ne bénéficient pas de l'aide dont ils auraient besoin. Le fonctionnement familial, la victimisation, le climat scolaire, les problèmes de dépression et le

décrochage sont liés et forment les conditions qui caractérisent bien des difficultés d'adaptation scolaire et de rupture. L'école, loin d'être exempte de toute responsabilité, s'avère être un des facteurs essentiels dans la construction de la rupture scolaire et nombre de jeunes à risque de décrochage se différencient par une opinion négative quant aux relations avec les adultes des établissements, leur opinion quant à leurs capacités d'innovation et la clarté des règles au sein de l'établissement.

L'innovation pour prévenir le décrochage scolaire et accroître la réussite éducative au Québec

*GAUQUELIN Michel & **POTVIN Pierre

Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec Canada, ** Université du Québec à Trois-Rivières Canada

1175, avenue Lavigerie, Iberville Deux, bureau 440 G1V4P1 Québec, Canada.

Téléphone 418658-2332 poste 22, télécopie 418 658-2008

michel.gauquelin@ctreq.qc.ca

Le transfert des connaissances à partir des résultats de recherches scientifiques, ayant pour finalité l'innovation pédagogique et particulièrement le développement d'outils de soutien à l'intervention et de services aux milieux de pratique, est resté longtemps le parent pauvre de l'éducation au Québec. Cependant, depuis une quinzaine d'années, des efforts importants de recherche sur le thème de la persévérance et de la réussite scolaires produisent des connaissances qui se révèlent précieuses pour les milieux de pratique, particulièrement dans leurs efforts pour prévenir et contrer le décrochage scolaire.

Toutefois, plusieurs facteurs propres à la culture et à la structure universitaires limitent le transfert des connaissances scientifiques qui se traduit surtout par des conférences ou des articles.

D'un autre côté, des initiatives sont mises sur pied dans les écoles et dans la communauté pour lutter contre l'échec et le décrochage scolaire, visant en priorité à apporter une réponse à des réalités immédiates : échecs scolaires, violence, faible motivation, etc. Initiatives de professionnels et enseignants ou programmes plus structurés proposés par les commissions scolaires ou des ministères, ces initiatives sont la plupart du temps empiriques, voire intuitives.

Et le réseau scolaire n'est pas le seul à vouloir agir pour accroître la réussite éducative, Car

au delà de la dimension strictement scolaire, c'est l'éducation au sens large du terme qui est en cause, aux yeux d'acteurs qui travaillent pour soutenir les jeunes dans leur cheminement qui les amènera à devenir des citoyens à part entière. Les réseaux de l'emploi, de la santé et des services sociaux, des organisations communautaires en particulier, contribuent eux aussi aux efforts. C'est donc un défi supplémentaire de concertation et de transfert élargi des connaissances qui est nécessaires pour, là encore, faire tomber les barrières et trouver les façons d'agir ensemble afin que, au delà des cultures propres à chaque milieu, les initiatives soient bien fondées avec la contribution des connaissances scientifiques tout en gardant le jeune au centre des préoccupations.

Depuis une décennie, un rapprochement se réalise au Québec entre les milieux de la pratique et les chercheurs. Ces changements sont favorisés, entre autres, par l'arrivée au début des années 1990 de centres de recherche en éducation qui se préoccupent du lien entre la recherche scientifique et les besoins du milieu de l'éducation. Ils sont aussi stimulés par de nouvelles exigences des organismes subventionnaires de la recherche qui vont en ce sens. De plus, des chercheurs et des organisations scolaires créent, en 2002, le *Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec (CTREQ)* dont le rôle est d'aller plus loin en favorisant l'innovation en éducation par le développement d'outils de sensibilisation, de dépistage et d'intervention ainsi que la mise en place de services de liaison et d'information liés à la réussite éducative.

La présente communication porte sur le contexte, les résultats et les voies d'avenir qui s'offrent au transfert des connaissances tel que développé par le CTREQ et son réseau de partenaires. Après cinq ans d'interventions, la réalisation de 8 outils en collaboration avec des chercheurs, une gamme variée d'activités qui vont de la formation aux ateliers de soutien destinés à faciliter l'appropriation des outils, le CTREQ constate les effets positifs de ces interventions mais il note aussi qu'il reste du chemin à faire pour qu'une véritable appropriation se réalise dans les milieux de pratique. À la lumière de son expérience, de la réflexion et des travaux que mènent d'autres organisations québécoises sur le sujet, il propose des conditions gagnantes pour une alliance réussie entre chercheurs, praticiens et divers acteurs institutionnels afin d'assurer un véritable transfert des connaissances qui se traduira en innovation, permettant ainsi d'augmenter la réussite éducative.

**Mise en place d'un protocole d'intervention dans le traitement du décrochage scolaire :
les apports de l'approche qualité en intervention éducative proposée par la DGIE**

Plunus Ghislain, GILLES Jean-Luc, POLSON Delphine & RADERMAECKER Geoffroy

Université de Liège, Belgique

Unité de didactique générale et intervention éducative, Boulevard du Rectorat, 4000 Liège,

Belgique. Téléphone +32 4 366 46 82, télécopie+32 4 366 27 00

g.plunus@ulg.ac.be

La problématique des jeunes en décrochage scolaire constitue un des champs de recherche de l'unité de didactique générale et intervention éducative (DGIE) de l'université Liège. Dans ce domaine, l'équipe collabore avec différents services d'accrochage scolaire en Communauté française de Belgique en vue notamment d'assurer une supervision didactique des intervenants et d'accompagner ces derniers dans l'adaptation ou la création d'outils d'intervention éducative adaptés.

Récemment, la DGIE a été sollicitée par l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse (OEJAJ) pour réaliser une recherche-action dont les deux principaux buts sont : (1) la réalisation d'un protocole d'intervention à l'attention des professionnels engagés dans la prise en charge des jeunes en décrochage et (2) l'élaboration d'un profil de fonction « référent accrochage scolaire ».

Dans le contexte de cette recherche-action menée avec l'OEJAJ, l'équipe est amenée à effectuer un état des lieux des collaborations entre intervenants dans la prise en charge des jeunes décrocheurs. Ces acteurs peuvent être rangés dans trois catégories : le monde de la justice (agents de prévention, criminologues, commissaires, ...); le monde social au sens large du terme (assistants sociaux, animateurs en milieu ouvert, services d'aide à la jeunesse, ...) et le monde scolaire (enseignants, éducateurs, médiateurs scolaires, ...). Nos objectifs en ce qui concerne l'état des lieux des collaborations entre ces divers intervenants (nous avons relevé une vingtaine de types différents) sont de clarifier les missions des acteurs, de décrire le travail en réseau qu'ils effectuent et d'identifier les contraintes liées au secret professionnel. C'est à partir de cet état des lieux, qu'avec l'OEJAJ nous sommes amenés à élaborer une série de recommandations visant le décloisonnement des interventions. Ce travail collaboratif sur les recommandations devant aboutir dans le cadre du premier objectif à un protocole d'intervention plus global.

Dans ce contexte, notre démarche de recherche-action se veut cohérente avec notre approche qualité en intervention éducative (Gilles, Bosmans, Mainferme, Plunus, Radermaecker, et Voos, 2006) axée sur quatre facteurs clés : la prise en compte des besoins des acteurs; le recours à des ressources humaines et matérielles adaptées en fonction des situations de décrochage, l'usage de pratiques d'intervention dont l'efficacité est reconnue et l'articulation des actions à l'aide de modèles théoriques validés. Concernant ce dernier facteur clé, nous considérons que le protocole d'intervention en cours d'élaboration constitue un des modèles qui permettront d'introduire plus de cohérence dans le traitement du décrochage, mais à la condition d'une articulation cohérente avec les trois autres facteurs clés.

Dans le cadre de cette communication, après un état des lieux du traitement du décrochage scolaire en Communauté française de Belgique, nous discuterons de la méthodologie de recherche action que nous avons mise en place ainsi que des premiers résultats liés au protocole d'intervention en construction.

**Accompagnement d'équipes d'intervenants dans le traitement du décrochage scolaire :
apports d'une approche qualité dans la mise en place de pratiques réflexives**

PLUNUS Ghislain, GILLES Jean-Luc, POLSON Delphine & RADERMAECKER Geoffroy

Université de Liège, Belgique

*Unité de didactique générale et intervention éducative, Boulevard du Rectorat, 5 4000 Liège,
Belgique. Téléphone+32 4 366 46 82, télécopie +32 4 366 27 00
g.plunus@ulg.ac.be*

Dans le contexte du suivi de sites d'accrochage scolaire en Communauté française de Belgique et de leur intégration dans le tissu social existant, l'unité de didactique générale et intervention éducative de l'Université de Liège utilise différents modèles d'analyse de l'action didactique. Il s'agit notamment de l'approche qualité (Gilles, Bosmans, Mainferme, Plunus, Radermaecker, et Voos, 2006) inspirée des recommandations de la norme internationale mondialement connue ISO 9004-2 qui met en évidence les facteurs-clés d'un système qualité. Dans notre contexte, au centre de cette approche qualité, en premier facteur clé, nous avons placé les besoins des acteurs de l'accrochage scolaire (apprenants, enseignants, parents, intervenants divers, ...). Schématiquement, au sommet, le deuxième facteur clé concerne les

pratiques éducatives dont l'efficacité a pu être validée. A la base, deux autres facteurs-clés soutiennent les pratiques qui rencontrent les besoins : d'une part, les modèles théoriques qui donnent de la cohérence aux actions éducatives, et d'autre part, les ressources nécessaires à l'effectuation. Selon nous, des actions socio-éducatives de qualité devraient prendre en compte simultanément ces quatre facteurs clés.

Quelles utilisations concrètes pouvons-nous faire de ce modèle avec les acteurs de terrain dans une perspective dite de « pratiques réflexives »? Pouvons-nous nous appuyer sur ce modèle pour réunir des institutions aussi différentes que l'enseignement, la justice, les services sociaux et économiques tous concernés à des degrés divers dans le dispositif ? avec quels résultats? Cette communication visera donc l'explicitation du modèle et l'illustration de son utilisation dans la problématique du décrochage scolaire en Communauté française de Belgique.

Les classes-relais du canton de Fribourg (Suisse)

*VANHULST Guillaume & **REY Francine

*Université de Fribourg, Suisse **Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport, Fribourg

Centre d'enseignement et de recherche francophone pour la Formation des enseignant-e-s du secondaire I et II Rue P.-A. de Fauscigny 2 – 1700 Fribourg, Suisse.

Téléphone +41 (0) 26 300 76 00, télécopie +41 (0) 300 97 48

vanhulst@mac.com

Cette communication s'inscrit dans le cadre de la mise en place des "classes relais" dans le canton de Fribourg (Suisse). La localisation géographique de cette étude est moins anecdotique qu'il n'y paraît, le contexte politique du système éducatif helvétique détermine une part importante des problématiques liées à la création des "classes relais". La Suisse ne disposant pas de ministère de l'éducation au niveau national, ce sont les pouvoirs locaux (cantons et communes) qui assument la responsabilité de l'instruction publique, selon le principe de subsidiarité (les échelons supérieurs n'édicte des prescriptions et n'assument des responsabilités que lorsque les échelons subordonnés n'en sont pas capables). Ce système

éducatif est donc fortement décentralisé et tributaire de la démocratie semi-directe (scrutins, initiatives populaires, référendums). En matière d'organisation et de fonctionnement des "classes relais", les effets du contexte politique se manifestent surtout par la taille réduite des institutions et par la grande proximité entre les acteurs du terrain et les décideurs politiques. Ces deux caractéristiques différencient fortement l'expérience helvétique de celle de pays voisins, p. ex. les classes relais en France (Hugon & Pain, 2001).

Ces classes relais font partie d'un ensemble de mesures prises au niveau cantonal en faveur des élèves présentant de graves difficultés de comportement. Elles concernent l'ensemble de la scolarité obligatoire, mais, prioritairement, les écoles du "cycle d'orientation" (tranche d'âge: 12-15 ans; CITE niveau 2).

Cette structure naissante ne fait pas l'objet d'une recherche d'évaluation à proprement parler, notre intervention en tant que chercheurs se conçoit prioritairement comme un dispositif de soutien à la mise en place de ces classes relais. Dans cette perspective et en l'état du projet, notre principal intérêt porte sur la constitution des équipes pluridisciplinaires et sur la formation des intervenants internes (membres des équipes éducatives) et externes (enseignants des écoles d'où sont issus les élèves placés en classe relais). Nous dresserons un bilan intermédiaire au terme de la deuxième année de fonctionnement de l'expérience en cours à partir d'entretiens menés avec des enseignants (engagés directement ou indirectement dans la démarche), des éducateurs et des responsables scolaires.

Parallèlement, nous travaillons à la mise en place d'un maillage institutionnel élargi pour susciter un réseau de coopération et d'échanges. Il s'agit, à la fois, de lutter contre le morcellement du fonctionnement interne (fragmentation du travail d'encadrement lié aux spécialisations des différents intervenants) et contre l'enfermement dans des structures d'interprétation ou dans des schémas d'intervention stéréotypés favorisé par la taille modeste de la structure. Ce réseau, conçu comme un outil d'apprentissage organisationnel (Gather-Thurler, 2000; Grangeat, 2007), devrait faciliter le travail des équipes enseignantes en favorisant une conduite plus réfléchie des aspects collectifs de leurs actions. Ce projet rejoint en tout point celui de nos collègues belges, avec lesquels nous sommes déjà en contact.